

Procès-Verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'

Séance du 11 juillet 2018

Le onze juillet deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la régie Vélib', dûment convoqué le 5 juillet 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 71

Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice : 2

Nombre de délégués présents ou représentés : 48 dont 9 pouvoirs

Personnalité qualifiée extérieure présente : 1

Étaient présent·e·s :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Bernard Girault (Noisy le Sec), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Christophe Boissière (Vincennes), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szymaragd (Grand Paris Seine Ouest), M. Michel Jiaume (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), Mme Aline de Marcillac (Grand Paris Seine Ouest).

Personnalité qualifiée extérieure : Mme Véronique Michaud.

Suppléant·e·s avec voix délibératives :

Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), Sylvie Mariaud (Bois-Colombes), Hervé Willaime (Cachan), Olivier Stern (Montreuil), Anne-Laure Lebreton (Puteaux), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest).

Excusé·e·s ayant donné pouvoir :

Jean-François Monino (Aubervilliers) à Philippe Lebeau, Bernard Accart (Courbevoie) à Éric Schindler, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) à Philippe Ribatto, Jean-Luc Decobert (Le Pré-saint-Gervais) à Marie-Michelle Phojo, Monique Bouteille (Rueil Malmaison) à Sophie Deschiens, Alain Guetrot (Saint-Maurice) à Marie-France Parrain, Mahrouf Bounegta (Villejuif) à Stéphanie Culang, Patrick Ollier (MGP) à Christine Bruneau.

Excusé·e·s :

Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Bernard Cacace (Le Raincy), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Amirouche Laidi (Suresnes), Antoine Dupin (GPSO), Daniel Guiraud (MGP), Geneviève Lafferere (Personnalité qualifiée).

Assistaient également à la séance :

Mmes Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2018

2. Avis requis sur :

- Avis sur les mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib'
- Avis sur une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib'

3. Point divers :

- Déploiement et service Vélib'
- Communication et marketing

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Rodéric Aarsse est désigné secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 31 mai 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 31 mai 2018.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 31 mai 2018 est adopté à l'unanimité.

2 – Délibérations

2.1 Avis requis sur les mesures compensatoires relatives aux locations du service public Velib' (délibération VM 2018 09)

La Présidente rappelle que les documents nécessaires aux délibérations figurent dans les espaces « Membre » auxquels les élu·e·s ont tous accès.

La Présidente donne la parole à M. Arnaud Marion, Président exécutif de Smovengo, afin de présenter la synthèse de la 3^e phase du plan d'action qui s'étalera jusqu'en septembre 2018.

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) indique avoir pris ses fonctions en juin 2018 afin d'aider Smovengo à réagir face à la crise de déploiement et d'exploitation de Vélib'. Il s'agit de restituer ici la manière dont Smovengo s'inscrit dans le futur en prenant acte des défaillances du service rendu aux différents utilisateurs et aux élus. Concernant le déploiement et la mise en service des stations, l'entreprise vise, au 31 août 2018, 800 stations en service, 10 000 vélos disponibles et 30 000 courses quotidiennes.

Pour s'en tenir à des ambitions réalistes, Smovengo propose de stabiliser un périmètre d'environ 800 stations, toutes électrifiées, jusqu'à la fin du mois de septembre afin de permettre une montée en puissance et une fiabilisation du service. Cette démarche permettra de garantir 658 stations ouvertes dans Paris et 119 stations dans 28 villes hors Paris. Elle nécessitera une fermeture provisoire de certaines stations. La vision du déploiement s'efforcera d'être équitable, recherchant un équilibre entre la fréquentation des stations, leur maillage et leur connectivité. Un service mis en place dès la fin août ou début septembre testera la qualité des vélos pour les usagers de la proche couronne et de Paris.

Concernant la résolution des dysfonctionnements, des correctifs sont déployés depuis la fin du mois de juin et le seront jusqu'au cours du mois de juillet. Une corrélation forte interviendra entre ces correctifs et la montée en puissance du nombre de vélos et des courses. On compte à ce jour 4 500 vélos disponibles et 13 500 courses quotidiennes. Certaines améliorations ont trait à l'informatique et une nouvelle version de la com box a été déployée. De plus, une nouvelle version de la console du guidon verra le jour. La liaison entre la com box et l'informatique a été corrigée afin de fiabiliser les données des usagers. Les interventions mécaniques consisteront à faciliter la restitution du vélo, installer un guide roue à partir du mois de septembre pour une meilleure fiabilité ainsi que renforcer la fourche et le verrou. Toutes ces actions alimenteront la montée en puissance pour un usage en septembre. La résolution des problèmes permettra la réintroduction des vélos à assistance électrique à partir de mi-juillet.

L'organisation des opérations (maintenance, régulation, etc.) a été repensée et passe de 105 à 264 ETP (Emploi Temps Plein) pour un objectif final de 244 ETP. La capacité de maintenance a été triplée pour répondre à la situation anormale que constitue l'afflux de vélos en retour maintenance. Cette évolution est fondamentale car il s'agissait, pour Smovengo, d'un engagement pris.

Les chiffres présentés semaine par semaine servent à comparer la performance. 4 500 vélos sont présents sur le terrain et Smovengo en vise 10 000. On compte 4 500 courses, Smovengo en ambitionne 30 000. Ces futurs déploiements des stations s'effectuent sur la base d'un test à petite échelle, d'un contrôle puis d'un déploiement de masse, pour atteindre une croissance raisonnable et une garantie de sécurité.

Concernant le plan d'action de récupération des vélos, l'estimation se situe autour de 3 000 vélos manquants – un chiffre colossal. Ce phénomène est onéreux pour tous. Une grande campagne d'information et de sensibilisation sera lancée auprès des abonnés et à terme, des pénalités seront appliquées en cas de non-restitution des vélos. Le soutien des élus et des mairies est vivement sollicité en ce sens. Ce service pourra être mis en place à partir de mi-juillet. La facturation sera reconsidérée en concertation avec le Syndicat. Cette démarche devrait aboutir à un retour des vélos en stations. Des maraudes sont également organisées de façon à ramasser les vélos.

Au 30 juin, les objectifs de déploiement ont été atteints. Toutefois, en matière de course, ils ne l'ont pas été. Smovengo considère avoir répondu à la demande d'informations des différents utilisateurs. Des rencontres ont eu lieu avec plusieurs maires. Il tient à souligner la qualité du travail mené avec le Syndicat et les différentes équipes techniques. Il a tenté de prouver qu'en un mois et demi, la méthode de travail avait été infléchie. La démarche critique a été globale. Il ne s'agit pas de la situation idéale souhaitée, certes, mais un cheminement raisonnable a été privilégié. Smovengo a en effet le souci de la satisfaction des usagers.

La Présidente remercie M. Marion. Elle souligne le changement évident de méthode de travail entre les équipes et Smovengo – même si cela ne se traduit pas encore par une amélioration significative du service. Ces propositions ont été présentées aux membres du Bureau le 4 juillet 2018 et ont été examinées précisément par le Syndicat sur le périmètre restreint évoqué. Il est maintenant indispensable de valider collectivement les indicateurs de fiabilité du service.

Elle donne ensuite la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) explique que les services du Syndicat ont en effet noté des améliorations. Le renforcement des cadres de Smovengo en est déjà un exemple. Ces progrès se poursuivent sur les aspects informatiques, télécoms, techniques et exploitation. Les méthodes sont consolidées et la prudence reste de mise dans le déploiement des correctifs. Les procédés sont plus longs, mais aussi plus durcis – même si les résultats ne sont pas immédiatement visibles. Des contrôles internes ont été mis en place au sein du groupement.

Les délais intermédiaires sont par ailleurs tenus, et parfois même anticipés par rapport à ce qui était planifié. Enfin, les éléments de défauts rapportés par le Syndicat sont maintenant systématiquement pris en compte.

Les différents éléments qu'il est proposé de mettre en place durant l'été sont les suivants : 685 stations sont en service dans Paris. L'idée est qu'il y en ait, cet été, 658 dans Paris, toutes électrifiées.

À l'extérieur de Paris, 119 stations seront en service dans 28 villes cet été. 88 sont déjà en service, 31 sont mises en service et 27 sont suspendues. 5 villes verraient leurs stations suspendues : soit car elles sont trop éloignées du maillage actuel, soit car leurs stations ne sont pas électrifiées. Il s'agit de Bagneux, Bourg-la-Reine, Maisons-Alfort, Rosny-sous-Bois et Rueil-Malmaison. Trois villes relevant du périmètre « Vélib' 1 » renouent avec le service durant cette période : Nogent-sur-Marne, Puteaux et Saint-Denis.

Des indicateurs de fiabilité ont été validés avec Smovengo. Ils doivent mener, à la fin août, à des engagements sur le nombre de courses, de vélos fonctionnels, sur la fiabilité des applications pour les usagers.

En outre, le nombre de courses moyen par vélo augmente sensiblement.

La Présidente souligne que, jusqu'à présent, le nombre de courses constituait un indicateur pour mesurer l'état du service. A la suite de nombreuses discussions menées entre les équipes, le Syndicat et Smovengo, il a été décidé de diversifier ces indicateurs pour suivre l'évolution de manière plus globale.

Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes) remercie M. Marion de cette présentation. Pour les villes situées en dehors de ce périmètre restreint, quand sera-t-il possible d'obtenir l'installation des stations et leur remise en service ? Par ailleurs, y aurait-il une modification des règles de paiement des frais de fonctionnement ?

Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux) se réjouit de savoir que Puteaux est concernée par une ouverture. Elle souhaite savoir quand elle aura lieu.

M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois) apprend ce jour la suspension des stations de Rosny-sous-Bois. Les travaux qui devaient commencer en début de semaine ne le sont toujours pas et ne le seront donc pas cet été.

Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) note avec satisfaction les nettes améliorations et la volonté d'agir de Smovengo. Elle reste toutefois dubitative. Tout au long de la procédure ayant abouti à la signature de ce marché, les dysfonctionnements techniques et informatiques relevés au fil des échanges auraient pu être déjà traités. Par ailleurs, l'équipe municipale de Maisons-Alfort s'oppose fermement à la suspension du service sur son territoire. Les villes de banlieue ont en effet payé un lourd tribut. Une égalité de traitement entre villes aurait pu être appliquée.

M. Arnaud Gibert (Bezons) a bien noté que la capacité de maintenance avait été triplée. Il demande où en est, de ce fait, le modèle économique de Vélib'. Il s'inquiète de retrouver une situation économique identique à celle d'Autolib'. Par ailleurs, si on peut féliciter que les objectifs du mois de juin soient atteints, il convient en effet de penser aux usagers qui n'ont plus de service normalisé depuis un an. Enfin, l'objectif de courses de plus de 3 minutes est proche de 40 000 d'ici septembre, alors que l'objectif global est de 30 000 courses à fin septembre. Comment s'explique ce décalage ?

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) se dit ravi du premier bilan présenté par Smovengo. Les objectifs visés semaine par semaine permettront d'en affiner le suivi. Il manifeste malgré tout une légère inquiétude quant à la capacité à agir. Smovengo s'est en effet aventuré avec un niveau quelque peu amateur dans ce marché. La communication globale a certes progressé, mais celle destinée aux chantiers de travaux doit le faire également. Enfin, le modèle économique pose question. Il estime qu'un groupe de travail devrait être constitué, à cet égard.

M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) apprend que trois stations seront neutralisées au 15 juillet sur son territoire. Il indique que cette décision revient à créer un no man's land de Vélib' dans tout un secteur sans concertation avec GPSO.

M. Bruno Tuder (Bagneux) souhaite connaître les raisons ayant motivé la suspension de fonctionnement de stations pour certaines communes.

Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) partage les interrogations de M. Tuder.

M. Fatah Aggoune (Gentilly) exprime ses inquiétudes concernant le modèle économique en vigueur. Il souhaite connaître les marges de manœuvre pour les collectivités et le Syndicat s'il ne fonctionne plus. Il conviendrait de se donner le temps de réfléchir, à partir du 1^{er} octobre, sur le modèle appliqué. Cette question relève de la responsabilité des dirigeants de Smovengo. Par ailleurs, il serait intéressant d'identifier des secteurs sur la Métropole plutôt que de parler du « nord », du « sud », etc.

M. Patrice Pattée (Sceaux) dit avoir constaté avec satisfaction un nombre significatif de Vélib' circulant dans les rues. Cet élément redonne confiance. Mais cette situation est en effet difficile pour les communes de banlieue. Sceaux est très mobilisée en ce sens. Il est convaincu que cette décision de fermeture est un « mal nécessaire ». La situation actuelle rappelle quelque peu celle de 2007 pour le Velib' original.

Mme Sylvie Mariaud (Bois-Colombes) souhaite savoir si une étude économique de l'impact que pourrait avoir l'apparition des vélos sur le territoire a été réalisée.

La Présidente précise un élément de forme à l'attention de Mme Parrain. Sous quel service, les élus de banlieue ont-ils payé un lourd tribut sur Vélib' ? Jusqu'à présent, dit-elle, le service Velib' original été financé par Paris – sur un périmètre restreint, certes. La Présidente regrette en outre que la collectivité de Maisons-Alfort n'ait toujours pas délibéré sur la convention. Pour être en mesure d'ouvrir une station à minima, la collectivité devrait l'avoir fait.

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) indique que Smovengo a raisonné sur un périmètre cohérent, en voulant favoriser les stations les plus fréquentées avec un maillage pertinent. Il a donc fallu réaliser des arbitrages pour ne pas obtenir de stations trop excentrées durant les opérations de régulation.

Dans cette situation, la notion d'égalité est toujours difficile à respecter. Smovengo a souhaité conserver une cohérence d'utilisation pour les usagers.

La Présidente explique qu'au 1^{er} octobre, les élus auront à se prononcer sur l'avenir de ce marché au regard de ce qui se sera passé en septembre. Les décisions à prendre seront complexes, en responsabilité et collectivement.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) indique concernant Rosny-sous-Bois que M. Pereira, coordinateur déploiement au Syndicat, a eu un échange avec les services de la ville le 6 juillet 2018. Il informe qu'il a contacté la mairie de Maisons-Alfort, la semaine dernière et qu'il y a eu un échange ce matin encore. Il en est de même avec les trois autres villes où il a souhaité avoir un échange téléphonique entre services techniques afin d'expliquer les conditions et les raisons pour lesquelles certaines stations étaient fermées.

La Présidente émet l'hypothèse d'un manque d'informations à destination des bonnes personnes. Elle rappelle que les équipes du Syndicat interagissent régulièrement avec les directeurs généraux des services de toutes les collectivités. Les contacts avec les équipes techniques sont permanents.

M. Christophe Najdovski (Paris) constate que le service est relativement stabilisé dans le fonctionnement actuel – même s'ils sont encore loin d'une situation satisfaisante. Les changements organisationnels de Smovengo incitent à davantage de confiance et d'optimisme. Il est donc proposé de consolider, dans un premier temps, le système actuel pour que 800 stations électrifiées puissent éprouver ce système. Les corrections seront apportées cet été. Paris prendra sa part à l'effort collectif en réduisant également le nombre de ses stations. Il espère que cette démarche portera ses fruits, avec des prises et des déposes de vélos simplifiées. Cette base pourra alors initier la dernière phase du déploiement. Ce périmètre resserré correspond à une période transitoire.

La Présidente revient sur les questions économiques du marché. Une discussion globale s'est tenue avec Smovengo sur les pénalités appliquées, les factures et acomptes versés. L'équilibre du marché reposait sur les recettes des usagers, les contributions des collectivités et Vélib'. Il a été prévu un paiement en deux fois. Le premier appel a été réalisé notamment pour le fonctionnement du Syndicat. Le second appel attendra la discussion avec le prestataire.

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) estime que sa présentation n'a rien de « dithyrambique ». Smovengo se situe plutôt dans la modestie. Ayant été interpellé sur les pénalités – et la presse ayant également relayé certains avis –, il est évident que Smovengo ne fuira pas ses responsabilités compte tenu de ce qui s'est passé. Il confirme qu'il y aura une réunion avec le Syndicat, dès la fiabilisation du service. Elle tiendra compte de l'impact de cette situation sur le modèle économique du SMAVM et de la perte de recettes usagers. Il n'est pas en mesure de s'engager sur des chiffres car il s'agit d'un projet complexe. Il tiendra toutefois compte du préjudice subi par le Syndicat. S'agissant d'argent public, Smovengo est en ce sens très vigilant.

La Présidente remercie M. Marion de ces précisions qui seront, elle l'espère, rassurantes pour les élus et donne la parole à Mme Mélody Tonolli.

Mme Mélody Tonolli présente les deux délibérations soumises à l'avis des membres. Le fonctionnement du service et l'utilisation des Vélib' restent extrêmement compliqués – notamment au mois de juin. Il est proposé de ne pas facturer les usagers au vu de ces dysfonctionnements.

Il est également proposé de mettre les 30 premières minutes gratuites pour les Vélib' mécaniques ou électriques, quels que soient les abonnements choisis, de juillet jusqu'à septembre. Les mesures de compensation aux usagers s'articuleront à terme avec la remise en place de la facturation si les améliorations mises en place par Smovengo le permettent. Il est proposé également aux élus de voter le remboursement de l'abonnement sur demande des usagers pour le mois de juin et d'annoncer un remboursement des abonnements pour juillet et août – où la situation ne sera pas encore pleinement satisfaisante. Cette dernière possibilité sera délibérée en septembre.

La Présidente s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) s'interroge sur le fait que les abonnés doivent faire eux-mêmes la demande de remboursement. Symboliquement, ils ne devraient pas avoir à le faire.

Mme Mélody Tonolli comprend cette remarque. Un travail a été mené sur cette possibilité et n'a pas pu aboutir notamment pour des raisons financières. Les abonnés demandent majoritairement à ce que le service fonctionne. Il convient par ailleurs de rappeler qu'il y a 58 000 demandes de remboursement sur un potentiel de 285 000 abonnés. La démarche reste simple avec un formulaire pré rempli, accessible sur velib-metropole.fr.

La Présidente précise que la facturation pourra être mise en œuvre en octobre si le fonctionnement du service Vélib' Métropole est totalement satisfaisant.

M. Olivier Stern (Montreuil) souhaite savoir si les personnes ayant rempli un formulaire jusqu'au mois de mai 2018 sont concernées par les compensations des mois suivants.

La Présidente répond par l'affirmative. Une fois que la demande de remboursement est formulée, elle reste valable jusqu'au bout de la période remboursée ou de l'abonnement.

En l'absence d'autre intervention, la Présidente soumet à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, la délibération VM 2018 09.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE unanime sur les mesures suivantes :

1. La mesure tendant à ne pas facturer ou à rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur le mois de juin 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants :

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus ;
- l'abonnement V-Max.

2. La mesure de gratuité des 30 premières minutes d'utilisation sur le mois de juillet à septembre 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants :

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus (dans l'hypothèse d'une utilisation d'un vélo à assistance électrique).

2.2 Avis requis sur une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib' (délibération VM 2018 10)

En l'absence d'intervention, la Présidente soumet la délibération à l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'Exploitation.

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE unanime sur la mesure de remboursement des abonnements V-Plus» et «V-Max» que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur le mois de juin 2018. Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures.

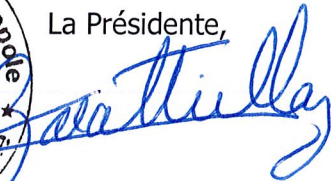
Le Secrétaire



Rodéric Aarsse



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement